

L'anthropologie colombienne et les femmes

Suzy Bermudez

Volume 11, numéro 2, 1987

Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006421ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006421ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bermudez, S. (1987). L'anthropologie colombienne et les femmes. *Anthropologie et Sociétés*, 11(2), 107–116. <https://doi.org/10.7202/006421ar>

Résumé de l'article

L'anthropologie colombienne et les femmes

L'étude anthropologique des femmes colombiennes est très récente et a porté une attention toute particulière aux paysannes, dans le contexte de la pénétration rapide du capitalisme en agriculture, ainsi qu'aux mécanismes idéologiques de la subordination des femmes, qu'ils soient traditionnels (discours sur leur devoir-être comme épouses ou mères) ou modernes (exaltation par les médias de la femme-objet et de la consommatrice). Récemment, plusieurs jalons d'une ethno-histoire de la condition féminine ont été posés.

L'ANTHROPOLOGIE COLOMBIENNE ET LES FEMMES



Suzy Bermudez

☒ Les femmes dans la société colombienne

L'intérêt pour la problématique féministe, autant en Colombie que dans le reste de l'Amérique latine, s'est beaucoup accru dans la seconde moitié du 20^e siècle, en même temps qu'il changeait de perspective. Parmi les principaux facteurs qui y ont contribué, signalons : le droit de vote obtenu par les femmes; les nouvelles politiques démographiques qui s'implantent à partir des années 60; la Décennie de la femme, décrétée par l'ONU (1975-1985); la plus grande participation des femmes au travail salarié; et les pressions exercées par nos consœurs, à travers les organisations de femmes ou par d'autres moyens, pour remettre en question les relations de subordination auxquelles elles sont soumises.

Depuis la fin du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui, les travaux et les débats concernant la femme se sont centrés sur deux thèmes: le « devoir-être » de la femme, et la discrimination civile et juridique dont elle fait l'objet. Par suite de ce deuxième type d'actions, et pour se gagner l'appui de la population féminine dont certains secteurs militaient en faveur de ce droit, le dictateur Rojas Pinilla « octroya » le droit de vote aux femmes colombiennes en 1954 (la loi ne fut mise en application que trois années plus tard). À partir de ce moment, on enregistre des changements favorables aux femmes dans la législation du pays.

Les années 60 furent d'une grande importance pour notre pays, car les répercussions internationales de la Révolution cubaine attirèrent l'attention sur les secteurs les plus démunis de la population. Selon l'Alliance pour le progrès et le président de l'époque Alberto Lleras Camargo, une grande partie de la misère du peuple colombien provenait de la croissance exagérée de la population. Le pays sortait à peine de cette période connue comme *la Violencia* (1949-1957, voir Fals-Borda 1969) et on pensa que le contrôle de la natalité était une condition essentielle en Colombie pour éviter une autre révolution en Amérique latine. C'est ainsi qu'à la fin de cette décennie, le gouvernement investit de grosses sommes dans la planification familiale... En outre, on créa l'Institut colombien de bien-être familial (1968) et le Conseil national de la population (1970).

Cette politique anti-nataliste prédomina jusqu'au milieu des années 70, après quoi elle perdit progressivement de l'importance, devant la baisse notable du taux de fécondité :

la moyenne d'enfants nés vivants par femme baissa de 7,0 en 1964 à 3,9 en 1978. On sentit plus intensément ce changement dans les zones urbaines, où la moyenne passa de 6,1 en 1966 à 2,9 en 1978.

Puyana 1985: 182-190

Néanmoins, à partir des nouvelles politiques de contrôle des naissances, on vit paraître dans le pays des études démographiques portant sur l'impact qu'avaient entraîné de tels changements sur la femme et sur la famille. Ce furent surtout des sociologues, des économistes, des psychologues et des démographes qui effectuèrent de telles études, dans des organismes comme le Centre latino-américain de démographie, l'Association colombienne des facultés de médecine, la corporation « Centre régional de population », l'Association colombienne des études de population et le Centre d'études sur le développement économique de l'*Universidad de los Andes*.

Un autre facteur important qui attira l'attention sur la problématique féminine fut la Décennie mondiale de la femme (1975-1985). Commencée avec la conférence internationale de la femme, à Mexico, en 1975, elle donna lieu à un « plan mondial » de l'ONU, avec des projets et un financement international. En Colombie, comme dans d'autres pays du sous-continent latino-américain, ses conséquences furent : a) un accès plus facile aux discussions théoriques qui touchent à la problématique féministe, b) davantage de possibilités de financement pour des recherches sur ce thème, c) la mise en marche de programmes gouvernementaux spécifiques destinés aux femmes, surtout à partir des années 80.

La participation de plus en plus massive des femmes au travail salarié eut aussi un impact considérable. Selon les anthropologues Cristina Escobar et Diana Medrano, cette part s'accroît de 18,8% en 1964 à 32,2% en 1980 (1985: 246). La pratique d'activités rémunérées par différents membres de la famille aide à la reproduction de la force de travail, dans un contexte de chômage et de bas salaires, comme en connaît notre pays. Malheureusement, la majorité des femmes exercent des occupations mal rémunérées et peu estimées, selon les économistes Nora Rey de Marulanda et Ulpiano Ayala (Rey de Marulanda et Ayala 1979; Rey de Marulanda 1982). Soulignons également que l'accès accru des femmes à l'éducation secondaire et universitaire a favorisé ce changement.

Il faut tenir compte du fait que les femmes de Colombie ne sont pas demeurées passives face aux rapports de domination et qu'elles ont développé des stratégies diverses pour remettre en question leur situation ou y échapper. Nous examinerons ce point plus en détail, en montrant les variations de la participation féminine pendant trois périodes de l'histoire colombienne : avant l'obtention du droit de vote (1954), pendant le Front national (1954-1975), et à partir de la Décennie de la femme (1975-1985).

Pendant la première étape, d'après Escobar et Medrano (1985), Torres-Giraldo (1972) et Jaramillo (1982), on observe l'existence de deux fronts de lutte relativement autonomes. D'un côté, on trouve des regroupements de femmes appartenant aux classes moyenne et aisée : depuis le début du siècle, elles ont concentré leur action sur des revendications de type juridique (*civilista*) comme par exemple, pouvoir étudier à l'université, en finir avec la discrimination sexuelle dans les domaines légal et judiciaire et dans celui de l'emploi, bref, elles ont cherché à faire appliquer au monde féminin l'éthique libérale. D'un autre côté, on trouve des femmes qui appartiennent aux secteurs défavorisés, qui participent à des luttes liées directement au changement des rapports de classes : mouvement syndical, luttes agraires et protestations d'artisans.

Après l'obtention du droit de vote, les femmes préoccupées par les droits civiques poursuivirent leurs revendications. Ce n'est qu'en 1974, soit 20 ans plus tard, que le décret 2820 établira l'égalité des hommes et des femmes dans le mariage. Et il faudra encore sept ans pour que le Sénat approuve la loi 051 (« Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes ») qui met officiellement un terme à la discrimination juridique existante. Entre temps, ce même groupe de femmes avait créé, avec l'appui gouvernemental, l'Union des citoyennes de Colombie; et, avec l'aide de l'Alliance pour le progrès, l'Association colombienne des bénévoles (ACOVOL). La première association fut créée en appui au droit de vote pour les femmes et pour rendre les citoyennes conscientes de leurs droits: ce qui favorisa le gouvernement du Front national. L'ACOVOL chercha à institutionnaliser le bénévolat (champ d'action éminemment féminin...) tout en essayant de modifier les attitudes paternalistes qui l'avaient toujours caractérisé: on appuya des actions de « participation de la communauté » et d'« aide mutuelle » (*autoayuda*) (Escobar et Medrano 1985: 236-241). Au cours de ces années, on remarque également un changement en ce qui concerne les représentants du sexe féminin dans les secteurs populaires. En 1959, à l'initiative du Parti communiste de Colombie, se crée l'Union des femmes démocrates, dans les départements de Meta et Cundinamarca, durement frappés par la *Violencia*. Au cours des années 70, l'Union mit de l'avant, surtout dans les syndicats des villes, la création de comités d'épouses d'ouvriers, appuya des mouvements urbains pour le logement et mit en marche des programmes d'alphabétisation et d'éducation sur les droits de la femme et de l'enfant (ces derniers, surtout après 1975).

La période qui débute en 1975 a été aussi marquée de changements importants. Outre la discrimination légale qui tend à disparaître, la participation politique des femmes augmente: entre 1972 et 1982, le vote féminin double et en vient à représenter 45,7% du suffrage. Le nombre de femmes dans l'administration publique s'accroît et une minorité d'entre elles en viennent à occuper des postes-clefs, de sous-ministres et même de ministres. Ce fait a certainement contribué à l'élaboration de programmes gouvernementaux spécialement destinés aux femmes.

En ce qui a trait aux organisations populaires, on observe également des changements. D'abord leur nombre est plus élevé; ensuite, il arrive maintenant qu'on y retrouve des femmes de diverses classes sociales, comme par exemple des universitaires qui s'intéressent à la problématique féminine ou des militantes qui veulent s'intégrer à des équipes de travail avec des femmes des couches populaires. En outre, on commence à se rendre compte que la lutte des classes ne libère pas forcément la femme de sa subordination.

Il en résulta un rapprochement entre les deux fronts de lutte, la lutte sociale et la lutte contre la discrimination sexuelle. L'exemple le plus patent est celui de l'Union des femmes démocrates, qui a vécu ces processus de changement. Bien sûr, le rythme et l'importance des changements n'ont pas été identiques dans l'ensemble des organisations, vu leur différence de composition et d'objectifs (voir Escobar et Medrano 1985).

☐ La recherche anthropologique et les femmes

C'est dans ce contexte qu'il faut saisir la place que les études féministes occupent en anthropologie et dans les autres sciences sociales. Il est clair que l'anthropologie, comme la sociologie, avait déjà touché à la condition des femmes et ce, depuis longtemps, dans le cadre d'études portant sur la famille, la parenté et l'organisation sociale. Les

chercheurs étaient manifestement conscients des différences de genres, bien qu'en général ils ne se soient pas particulièrement intéressés à la problématique féminine. Certains considèrent que ces précédents ont pu contribuer à éveiller l'intérêt des anthropologues pour l'étude de la condition féminine, surtout dans le cas de la Colombie où le contingent féminin a toujours été majoritaire dans la discipline. Cependant, la réalité nous montre que les études concernant les femmes ont été plus nombreuses chez les sociologues et les économistes. Comme explication, on peut suggérer que l'anthropologue continue à rechercher comme objet d'étude l'Autre, c'est-à-dire l'indigène, le paysan, l'ouvrier, etc. et non des thèmes reliés à son quotidien. De sorte qu'on continue à adopter des attitudes paternalistes et ethnocentriques. Outre le fait, bien sûr, que, jusqu'à une époque toute récente, le discours anthropologique adoptait spontanément le point de vue mâle, excluant les thèmes reliés à la problématique féministe.

Au cours de la recherche que j'ai effectuée pour la rédaction de cet article, j'ai pu constater le nombre très restreint de publications anthropologiques colombiennes traitant spécifiquement des questions liées à la condition des femmes. J'ai donc décidé d'inclure plusieurs thèses de maîtrise récentes, lesquelles témoignent de l'intérêt croissant des jeunes générations pour ce thème : on en compte dix depuis 1980 alors qu'il n'y en avait eu que deux pendant la décennie précédente.

Parmi les toutes premières études, mentionnons celles de Sonia Cristina Rodriguez (*Deux prisons de femmes*, 1973) et de Gloria Steinmann (*Analyse de la situation de la femme dans un quartier de Bogota*, 1973). Les deux textes sont essentiellement descriptifs : le premier se concentre sur le système pénitentiaire et n'aborde que secondairement la question des femmes, tandis que le second présente une analyse extrêmement pauvre de la problématique féminine.

En 1975, Leonor Herrera-Angel publie son article « Yurupari et les femmes ». Cette fois on nous offre une élaboration théorique poussée. L'auteure signale, de façon assez innovatrice pour l'époque, comment le culte de Yurupari, qu'on avait jusqu'alors exclusivement relié aux hommes, est également relié aux femmes indigènes. Leur absence physique ne signifiait pas qu'elles ne participaient pas au rituel. Au contraire, selon Herrera-Angel, il s'agit d'une fête dirigée vers les femmes : ce sont elles qui y prenaient le plus de plaisir, en recevant les fruits que leur apportait le Yurupari, en communiquant avec lui (elle) et en étant exemptées des restrictions et punitions qui accompagnent la cérémonie. Elle suggère que l'insertion particulière des femmes dans ce rituel témoigne de la position relative du sexe féminin dans les groupes amazoniens qui le pratiquent (Herrera-Angel 1975: 423).

On remarque, en lisant les trois seules études anthropologiques sur les femmes que nous aient laissées les années 70, qu'elles furent motivées par un intérêt personnel (explorer un domaine nouveau) plutôt que par la volonté d'approfondir une question pour comprendre un type de domination, le patriarcat, différent de la domination de classe.

Les travaux des années 80 révèlent un cadre théorique plus solide pour l'étude de la question des femmes, résultant des divers facteurs, tant internes qu'internationaux, mentionnés plus haut. C'est sur les prémisses théoriques fournies par la sociologue Magdalena León de Léal et l'économiste rurale Carmen Diana Deere (1980) que Diana Medrano fonda sa recherche sur les femmes d'une région caféicole (1980). De pair avec ces auteures, pionnières de l'étude de la paysanne colombienne, Medrano soutient que les

différentes formes de production sociale entraînent diverses possibilités d'organisation de la force de travail, ce qui se répercute à son tour sur la place et la forme du travail féminin. Dans ce travail, elle présente l'hypothèse que le changement le plus important qui soit survenu depuis la Conquête, pour les femmes de la région, c'est l'introduction du café à la fin du siècle dernier. Il s'ensuivit une plus grande participation féminine au travail salarié, avec de nombreuses conséquences pour les femmes, selon leur strate sociale.

Bien qu'on puisse considérer positive la tentative de l'auteure de reconstituer les changements historiques qui eurent lieu dans le sud-ouest de l'état d'Antioquia depuis la Conquête, son étude tend à simplifier les conséquences pour les femmes de l'expansion caféicole du 19^e siècle. Cette limitation découle surtout des sources qu'elle a consultées. Ses hypothèses demeurent cependant intéressantes.

Dans un article plus récent sur les travailleuses de l'agro-industrie des fleurs de la région de Bogota (1982), Medrano montre comment la paysanne qui travaille dans ce secteur vit plusieurs contradictions: a) parce que, en tant que femme, elle doit également effectuer des tâches non rémunérées, b) parce que ses conditions de travail sont pires que celles des hommes qui travaillent dans le même secteur et c) parce qu'elle doit en outre travailler sur le lopin de terre familial de façon à produire un surplus commercialisable. Dans ce cas précis, l'anthropologue montre clairement l'exploitation, de sexe et de classe, que subit la paysanne-ouvrière agricole, du fait de sa « triple journée de travail ». Il serait intéressant de savoir si cette triple journée de travail caractérise l'ensemble des paysannes en voie de prolétarianisation ou si le cas étudié demeure exceptionnel.

Deux thèses portant sur des thèmes voisins paraissent au même moment: celle de Beatriz Castro-Carvajal (1981) et celle de Rodrigo Villar (1982). Les deux chercheurs abordent le thème de la subordination féminine à partir d'un point de vue économique-social, en analysant la manière dont le développement du capitalisme affecte la vie des femmes de la campagne, non seulement en ce qui a trait à la production, mais aussi à la reproduction des travailleurs. La position de Villar est très proche de celle de Medrano en ce qu'il veut également montrer que le processus de prolétarianisation de la paysanne ne lui permet pas de se libérer du « sur-travail » qu'on lui a imposé. Villar considère cependant qu'on peut déceler un changement positif et qu'il se situe au niveau idéologique: les travailleuses ont commencé à remettre en question tant l'exploitation de classe que l'exploitation de sexe, dans cette nouvelle étape de leur vie.

Toujours dans le cadre des études de la femme paysanne, la thèse d'Alcira Forero (1983) diffère à la fois par le sujet choisi et par le type de conclusions auxquelles elle arrive. Elle présente les entraves qui pèsent sur les femmes de Baru du fait du pouvoir patriarcal: on les relègue au travail domestique et on leur nie le droit au plaisir sexuel. Forero considère que l'émigration féminine vers les villes voisines du littoral atlantique ne se doit pas seulement à des facteurs de structure et de conjoncture, comme l'affirment d'autres chercheurs, mais à ce qu'elles veulent fuir le contrôle des hommes. Contrairement à ce qu'affirment Villar et Medrano, la prolétarianisation *semblerait* avoir libéré ces travailleuses du contrôle direct des membres de leurs familles. On sent le besoin de recherches ultérieures qui nous renseignent sur la manière dont ces *Baruleras* perçoivent les nouvelles formes de domination auxquelles elles ont à faire face dans les villes, par rapport à celles du milieu rural qu'elles ont quitté. C'est seulement ainsi qu'on pourrait voir clairement le poids relatif des facteurs socio-économiques de la migration (revenus plus élevés, services) par rapport à la plus grande liberté dont elles jouiraient dans le nouveau milieu.

En plus de la femme paysanne, un thème qui retient l'attention des anthropologues colombiens est le domaine de la culture et de l'idéologie concernant les femmes. Trois thèses y ont été récemment consacrées : celles de Luz Amparo Sanchez-Moreno (1980), d'Esperanza Pérez de Lima (1984) et d'Adalgiza Laverde-Pelaez (1984). Ces travaux soulignent que la subordination féminine est autant le fait de causes économiques, politiques et sociales, que de facteurs culturels, idéologiques et psychologiques. Les thèses de Sanchez-Moreno et Pérez de Lima montrent comment la société bourgeoise, et en particulier les media, profitent de la position subordonnée de la femme pour la transformer toujours davantage en objet. Pérez de Lima va plus loin en signalant les changements importants qui sont survenus depuis trente ans à cet égard. Examinant l'image de la femme véhiculée par la publicité dans la presse, elle affirme que si on peut observer une « libération » dans la mesure où on sort la femme de l'univers domestique, la nouvelle image que l'on projette ne remet pas en cause son statut réel ni sa participation subordonnée à la production des biens. La « nouvelle femme » se libère dans un contexte de concurrence extrême, dont la base est l'acquisition des marchandises.

Laverde aborde une thématique nouvelle, en s'interrogeant sur la représentation du travail chez un groupe de femmes d'un quartier ouvrier de Bogota. Sa recherche présente un triple intérêt : a) parce que le travail des femmes, lorsqu'il n'est pas relié à l'économie de marché, est considéré comme sans importance, ce qui justifie en partie, au plan idéologique, la subordination féminine, b) parce que le concept de travail, utilisé par les hommes dans la société capitaliste, n'est pas forcément le même que celui qu'emploient les femmes de diverses classes sociales et c) parce que dans beaucoup de recherches sur les femmes, on ne tient pas vraiment compte des conceptions de celles qui sont l'objet de l'étude. Comme le dit l'auteure :

J'étudie, à partir du point de vue des femmes elles-mêmes, les représentations que possède un groupe d'entre elles concernant leurs activités, la manière dont elles définissent leur travail rémunéré et non rémunéré, comment elles perçoivent le travail des champs et celui de la ville, les raisons qu'elles donnent pour valoriser et dévaloriser leurs activités (en termes de valeurs, croyances ou coutumes socio-culturelles) et comment elles perçoivent leurs tâches et celles de leurs compagnes.

Les représentations cognitives du concept « travail » que l'auteure a dégagées ne sont pas aussi réduites que celles qui fondent les postulats de l'économie classique et néo-classique. Pour elles, « travailler » et « le travail » ne veut pas nécessairement dire participer au marché du travail et obtenir une rétribution matérielle, mais ces notions englobent d'autres représentations cognitives. La hiérarchisation du travail et les images que s'en font les résidentes du quartier Meissen, selon l'anthropologue, ont été formées par la réalité socio-culturelle, politique et économique dans laquelle elles ont grandi. Ainsi, les valeurs assignées au travail varient en fonction du lieu de travail et des personnes qui l'effectuent. Pour ces femmes, le travail masculin est considéré supérieur autant parce qu'il est mieux payé que parce qu'il correspond à un rôle clairement défini et qu'il est accepté socialement.

Dans cette même veine « culturelle », mais en mettant également l'accent sur les rapports de production, Liliana Gonzalez-Léon a étudié les vendeuses du marché (1986). L'apport de sa recherche est double : elle montre d'abord la fonction que remplit le travail « informel », et en particulier le travail féminin, dans le maintien des rapports capitalistes ; elle explique ensuite la subordination féminine en intégrant la dimension socio-économique avec les croyances religieuses.

D'autres travaux méritent d'être signalés, non pas tant par leur apport théorique, mais par l'information nouvelle qu'ils apportent. Ainsi, Cecilia Miani de Ferreira et Maria del Carmen Palau (1981) ont étudié les motifs incitant des mères à offrir leurs enfants en adoption. Les plus fréquents sont d'ordre économique, certes, mais aussi d'ordre socio-culturel. La virginité des femmes célibataires et la fidélité féminine dans le mariage continuent d'avoir beaucoup d'importance, étant toutes deux liées à l'honneur de la famille. Ce dernier concept, à son tour, varie considérablement d'un secteur social à l'autre. Malheureusement, les chercheuses ne proposent rien qui permettrait de comprendre pourquoi le contrôle de la sexualité féminine continue d'être aussi important.

Deux articles, l'un de Cristina Escobar et de Diana Medrano (1985) et l'autre de Diana Medrano (1986) illustrent de nouveaux domaines d'étude sur la femme en Colombie. Le premier fournit des renseignements généraux sur le développement des organisations féminines en Colombie depuis le début du siècle. Le second étudie les politiques de l'État colombien visant les femmes du milieu rural, au cours de la dernière décennie et montre comment une partie de ces programmes visent à promouvoir et à appuyer des organisations féminines dans ce milieu. On se demande alors : pourquoi ce changement d'attitude de l'État ? S'agit-il d'une simple conséquence de la Décennie de la femme, ou bien cela reflète-t-il des transformations internes de la société rurale ? Magdalena León de Léal et Carmen Diana Deere, dans l'introduction à leur livre, font le commentaire suivant (1980: 11-12).

La Décennie de la femme, qui a débuté avec la Conférence mondiale de la femme, dans la ville de Mexico, en 1975, a stimulé non seulement l'effort de recherche, mais a aussi cherché à « intégrer la femme au développement », à travers des politiques étatiques favorisant l'égalité sexuelle ou à travers des projets spécifiques qui lui étaient destinés. En outre, la crise économique des années 80 a eu comme effet que l'on commence à reconnaître les multiples rôles que joue la femme, puisque c'est souvent elle qui doit absorber les pressions chaque fois plus fortes de la crise... Cependant, le point central du débat n'est pas de savoir si les femmes vont participer à la solution de la crise, mais comment on définira leur participation et qui la définira. Il s'agit de savoir si les femmes vont continuer à être une source de main-d'œuvre à bon marché pour relancer les exportations du secteur agro-industriel, ou comme aides familiales dans la production d'aliments à bon compte, pour atténuer les tensions dans les villes au cours des années 80; ou, au contraire, peut-on organiser et mobiliser les femmes de la campagne comme une force politique avec leur propre vision du développement et une autre vision d'elles-mêmes ? Pourront-elles accumuler assez de pouvoir pour élaborer des solutions alternatives à leur subordination de classe et de genre ?

Enfin, je mentionnerai mes propres travaux. Ma double formation d'anthropologue et d'historienne m'a permis d'aborder la problématique féminine d'un point de vue historique en me concentrant sur la dimension culturelle. Dans un premier article (1986a), j'ai tenté d'expliquer pourquoi, entre 1850 et 1930, l'idéologie libérale qui s'est imposée progressivement en Amérique latine ne s'est pas appliquée à la population féminine, qui est demeurée soumise au pouvoir patriarcal. Le « devoir-être » assigné aux femmes (et plus fortement encore aux femmes des classes aisées) demeura : la virginité (dans la maison de son père ou au couvent) ou le mariage (c'est-à-dire la fermeture sur le milieu domestique). Les quelques changements qui furent acceptés, dans le domaine de l'éducation et dans celui de l'emploi, ne remirent pas en question cette vision traditionnelle mais la renforcèrent. Ce contrôle sur les femmes, surtout dans les classes moyennes et aisées, se heurta de plus en plus : a) aux idéaux de liberté et d'égalité, chaque fois plus acceptés, b) aux changements qui se produisaient à l'intérieur de la famille, par suite de l'apparition de nouveaux services gouvernementaux et c) aux transformations consécutives à la pénétration du capitalisme qui affectèrent la vie des femmes. Quant aux causes du

maintien de la subordination des femmes, je partage le point de vue de Verónica Stolcke (1982), à savoir que ce n'était rien moins que le maintien de la structure sociale elle-même. Les mécanismes de cette subordination, en Amérique latine, furent nombreux : sociaux, religieux, légaux, culturels et médicaux. Dans un autre article (1986b) j'ai vérifié certaines de ces hypothèses dans le cas colombien.

Dans un troisième travail, enfin, (1986c) qui couvre la période qui s'étend de la conquête espagnole à l'indépendance (1540-1820), j'ai tenté une synthèse critique de l'historiographie concernant les femmes. J'y propose une périodisation nouvelle (la Conquête, les années de transition, la Colonie et la fin du 18^e siècle) en me fondant sur les principaux changements de la vie des femmes, en lien avec le contexte général de chaque période. Pour de longues phases historiques, nous ne disposons d'aucune étude sur les femmes, et cette synthèse vise à stimuler de nouvelles recherches. Tout au long de mes travaux, j'insiste sur l'histoire des mentalités, et sur une autre forme d'oppression liée à l'oppression féminine, le racisme, dont l'importance sur le sous-continent latino-américain ne saurait être surestimée.

L'anthropologie de la condition féminine est une discipline encore jeune en Colombie. Parmi les secteurs qui commencent à être couverts, on note l'étude des femmes paysannes, celle de la culture et de l'idéologie et la dimension historique. Ces études — particulièrement celles qui portent sur l'histoire — ont tenté d'intégrer la problématique des rapports de classes, de sexes, et de races. Dans les conditions actuelles, malheureusement, non seulement les recherches demeurent trop rares, mais leurs résultats ne sont pas souvent publiés, ce qui accentue encore le sous-développement de ce champ d'études.

(Texte inédit en espagnol traduit par Pierre Beaucauge)

RÉFÉRENCES

BERMUDEZ S.

- 1986a « La mujer y la familia en América latina 1850-1930: dos elementos-claves para el mantenimiento de las jerarquías sociales, raciales y sexuales », *Revista de Antropología*, 2, (sous presse).
- 1986b « La mujer y la familia en el contexto de la constitución de 1886 », in *Texto y contexto*. Bogota, Universidad de los Andes (sous presse).
- 1986c « Historiografía sobre la mujer en América latina: la Conquista y la Colonia », in *Documentos de trabajo, Serie: Historiografía*. Bogota, Universidad de los Andes.

BONILLA E. (éd.)

- 1985 *Mujer y familia en Colombia*. Bogota: Plaza y Janes.

CASTRO-CARVAJAL B.

- 1981 *La mujer y el trabajo agrícola, Villa Paz, Valle del Cauca*. Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.

DEERE D. et M. Léon de Léal

- 1980 *La mujer y la política agraria en América latina*. Bogota: ACEP.

ESCOBAR C. et D. Medrano

- 1985 « Pasado y presente de las organizaciones femeninas en Colombia »: 223-285, in Bonilla (1985).

- FALS-BORDA O.**
1969 *Subversion and social change in Colombia.* New York: Columbia University Press.
- FORERO A.**
1983 *La migración femenina en Barú.* Bogota, Universidad Nacional, Thèse de licence en anthropologie.
- GONZALEZ-LÉON M.L.**
1986 *Estudio sobre el trabajo femenino en el sector informal: las vendedoras de los plazas de mercado.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.
- HERRERA-ANGEL L.**
1975 « Yurupari y las mujeres », *Revista Colombiana de Antropología*, 24: 381-424.
- JARAMILLO L.**
1982 « Anotaciones sobre la doble militancia. Feminismo y organizaciones partidistas »: 176-190, in Léon de Léal (éd.), 1982.
- LAVERDE-PELAEZ A.**
1984 *Percepción del trabajo en un grupo de mujeres del sector de Meissen, Bogotá, Colombia.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.
- LÉON de LÉAL M. (éd.)**
1982 *La realidad colombiana. Debate sobre la mujer en América latina y el Caribe.* Bogota: ACEP.
- MEDRANO D.**
1980 « La mujer en la region cafetera del suroeste antioqueño ».
1982 « Desarrollo y explotación de la mujer: efectos de la proletarianización femenina en la agroindustria de flores en la sabana de Bogota ».
1986 « Imagen femenina y movilización social. Aspectos conceptuales a proposito de una organización de mujeres del campo », in *Texto y contexto.* Bogota, Universidad de los Andes (sous presse).
- MIANI de FERREIRA C. et M. Palau**
1981 *Madres que entregan menores para adopción. Una investigación en antropología aplicada.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.
- PÉREZ de LIMA E.**
1984 *La imagen de la mujer, la iconografía publicitaria y su relación con la cultura en los años 1952-1980.* Bogota, Universidad Nacional, Thèse de licence en anthropologie.
- REY de MARULANDA N.**
1982 « La unidad producción-reproducción en las mujeres del sector urbano en Colombia »: 56-72, in Léon de Léal (éd.), 1982.
- REY de MARULANDA N. et U. Ayala**
1979 « Reproducción de la fuerza de trabajo en las grandes ciudades », *Desarrollo y Sociedad*, 1: 33-44.
- RODRIGUEZ S.C.**
1973 *Dos cárceles de mujeres. Dos sistemas de interacción social.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.
- SANCHEZ-MORENO L.A.**
1980 *Medios masivos de comunicación y la opresión de la mujer.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de maîtrise en anthropologie.

STEINMANN G.

1973 *Análisis de la situación de la mujer en un barrio de Bogotá.* Bogota, Universidad de los Andes. Thèse de licence en anthropologie.

STOLCKE V.

1982 « Los trabajos de las mujeres »: 11-33, in Léon de Léal (éd.), 1982.

TORRES-GIRALDO I.

1972 *María Cano. Mujer rebelde.* Bogota: Editorial La Rosca.

VILLAR R.

1982 *El proceso de proletarización de las obreras floristas en la región de Chia, Tabío y Cajica.* Bogota, Universidad de los Andes, Thèse de licence en anthropologie.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

L'anthropologie colombienne et les femmes

L'étude anthropologique des femmes colombiennes est très récente et a porté une attention toute particulière aux paysannes, dans le contexte de la pénétration rapide du capitalisme en agriculture, ainsi qu'aux mécanismes idéologiques de la subordination des femmes, qu'ils soient traditionnels (discours sur leur devoir-être comme épouses ou mères) ou modernes (exaltation par les media de la femme-objet et de la consommatrice). Récemment, plusieurs jalons d'une ethno-histoire de la condition féminine ont été posés.

Colombian Anthropology and Women

Anthropological study of Colombian women is very recent and has particularly focussed on peasant women, within the context of rapid capitalist penetration in agriculture, and on the ideological mechanisms of women's subordination: either traditional (discourse on their duty to be good wives and mothers) or modern (stereotyping by the media of women as sex-objects or consumers). Recently, a good start has been made towards establishing an ethnohistory of women.

Suzy Bermudez
Departamento de Historia
Universidad de los Andes
Bogota, Colombie